

Les PME du bâtiment tirent la langue

La construction a dégraissé fortement ces 15 dernières années. Les entretiens sur le réseau routier, les projets ferroviaires ne manquent pas. Les nouvelles zones industrielles et commerciales semblent progresser. Les nouvelles villas sont bien visibles. Les travaux d'isolation et de rénovations sont importants. Qu'est-ce qui fait que le bâtiment, la construction font grise mine?

Narcisse Niclass

www.basta-info.net

En économie, comme en balistique, les courbes ascendantes, redescendent toujours. Selon l'environnement, les tendances sont plus ou moins lisses. Pour éviter la chute inexorable, il faut savoir allumer le deuxième étage de la fusée. Pour éviter les cassures, il faut anticiper, planifier. Nous savons tous que de 1950 à 1980, nous avons bénéficié en Suisse de conditions exceptionnelles qui étaient dues à la valeur de notre travail, à l'esprit d'entreprise et à notre système politico-social. Nos voisins étaient moins bien lotis. Nous étions les meilleurs. La construction a vécu avec ses cartels, ses accords, ses commissions, ses chasses-gardées et autres arrangements. En Suisse, on construit bien, mais petit et cher. Le moindre chantier se voit imposer des conditions administratives énormes. Les contraintes légales, les lois, les règlements, les émoluments chargent et ralentissent tout projet.

Les limites sont dépassées

Sur un chantier, il est difficile d'automatiser et de rationaliser les processus. La chasse à la productivité a vite atteint ses limites physiques. Dans le génie civil la planification et l'organisation ont atteint des som-

rets. L'engagement des ressources est calculé au plus juste et la pression sur les prix est au maximum. La moindre contrainte nouvelle entraîne des effets en chaîne dont les résultats sont vite catastrophiques. Exemple: les mauvaises surprises dans la construction des nouvelles transversales alpines. Les millions giclent et il ne sera guère possible d'éviter la montagne et les dépassements de budget. Que faire?

Remettre en cause la situation actuelle

Nous avons tous imaginé un monde qui n'avait qu'une évolution possible et nous pensons que le monde s'arrête à nos frontières pour les effets pervers. Les syndicats ont exigé que des ouvriers non qualifiés, ne parlant pas une langue de travail soient payés comme des professionnels. En période de surchauffe s'était supportable, dès que le marché coince l'encadrement devient trop lourd. Nous nous sommes pris au piège des oppositions et des règlements. Imaginer un paradis helvétique c'est bien mais les aberrations ne manquent pas. Ici, c'est une opposition tous les 52 m sur le tracé de l'autoroute Morat - Estavayer-le-Lac. Là, c'est plusieurs centaines de milliers de francs pour des passe-

relles à gibiers. Là-bas, c'est des millions pour éviter quelques arbres et déplacer une route de 200 mètres. On lit que la MIGROS a perdu 800 millions pour traiter des oppositions. La MIGROS c'est tout le monde et personne, cette information passe tranquillement. Mais il faudra bien que les consommateurs suisses payent la facture. A la gare de Fribourg, il y a même un étage de parking construit qui n'est pas ouvert au public à cause d'oppositions des milieux écologues.

Les problèmes économiques ont des solutions politiques

Si nous voulons permettre à nos sociétés suisses de vivre et de survivre, il faut diminuer les embûches et accepter certaines réalités. Moins de règlements, moins de contraintes administratives pour que l'argent d'un chantier soit investi dans les matériaux et le travail. La paperasse, les émoluments, les taxes n'ont jamais rendu un immeuble solide et confortable.